

ASSEMBLÉE NATIONALE

4 décembre 2025

PROJET DE LOI RELATIF À LA LUTTE CONTRE LES FRAUDES SOCIALES ET FISCALES
- (N° 2115)

Adopté

N° AS93

AMENDEMENT

présenté par

Mme Froger, Mme Runel, M. Baumel, Mme Pirès Beaune, M. Aviragnet, Mme Bellay,
M. Califer, Mme Dombre Coste, Mme Godard, M. Houlié, M. Simion et M. Guedj

ARTICLE 8

Après l'alinéa 43, insérer l'alinéa suivant :

« 3° Qu'ils ne mettent pas à la disposition d'un tiers, à titre gratuit ou onéreux, l'inscription au registre mentionnée à l'article L. 3122-3 obtenue pour leur propre compte. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement des députés Socialistes et apparentés complète les obligations des plateformes mettant en relation les passagers avec les exploitants VTC en leur imposant de vérifier que ces derniers ne mettent pas à disposition d'un tiers l'inscription au registre obtenue pour leur propre compte.

Cette évolution est pleinement cohérente avec la création du nouvel article L. 3124-7-1 du code des transports, qui prévoit la radiation de l'exploitant lorsque celui-ci cède ou loue cette inscription à un tiers. En renforçant, en amont, les obligations de contrôle des professionnels, l'amendement contribue à prévenir ces pratiques avant qu'elles ne donnent lieu à une sanction administrative.

Il s'agit ainsi de consolider l'ensemble du dispositif visant à lutter contre les détournements du registre VTC, à assurer une concurrence loyale entre exploitants et à protéger les chauffeurs de situations de dépendance ou d'opacité juridique. En cohérence avec les objectifs poursuivis par le nouvel article L. 3124-7-1, cet amendement renforce la sécurité et la transparence du secteur.